

Un toit expérimental pour les SDF

L'État et ses partenaires associatifs investissent un immeuble vide pour y créer un lieu d'hébergement. Et surtout de vie

Il y a quelques mois, la Direction des routes (la Dir Méditerranée) a déménagé pour La Joliette et laissé derrière elle le 16, rue Bernard-du-Bois : sa façade noircie, ses kilomètres de couloirs, ses bureaux, son toit avec vue sensationnelle à 360° sur le centre-ville de Marseille. Une friche comme il y en a des centaines à travers la ville. Sauf que non : d'ici à l'été 2018, c'est un projet fou et inédit à Marseille qui fera joyeusement résonner les escaliers jadis foulés par les austères fonctionnaires de l'État.

Rembobinons. En début d'année, celui-ci installe à Marseille l'un de ses 12 nouveaux laboratoires d'innovation territoriale. Ils ont 18 mois pour faire émerger des solutions susceptibles d'améliorer l'action publique. Et, ce qui est vraiment neuf, de les mettre en application... Immédiatement. Dans la cité phocéenne, le "Lab" se lance sur deux chantiers : le non-recours aux droits et le "zéro SDF".

C'est ce dernier qui va le mener jusqu'à la rue Bernard-du-Bois. Voici l'équation : Marseille dénombre environ 12 500 personnes sans domicile fixe et des dispositifs d'urgence saturés (*lire aussi ci-dessous*), mais aussi des milliers de bâtiments désaffectés. Parmi eux, des centaines appartiennent aux collectifs (État, Département, Région, Ville). "On a pensé au modèle d'occupation temporaire des Grands voisins (*lire ci-contre*), explique Marthe Pommé, à la tête du Lab. L'im-



Mardi soir, c'était la première présentation du site aux futurs partenaires. Associations, acteurs culturels et sociaux, une équipe pluridisciplinaire va faire vivre ce lieu hybride dès 2018. /PHOTO D.T.A.

meuble de la Dirmed nous appartient, il va être vendu à la Ville mais restera encore inoccupé des années. "Il y avait là une opportunité de "donner de la valeur d'usage" à ces 3 600 m², fichés dans l'ilot Velten. Ironie de l'histoire, cette idée d'occupation temporaire était aussi celle défendue par les Délinquants solidaires, qui manifestaient cet été à Marseille... devant la préfecture contre "le scandale" du

sans-abrisme dans une ville posés-dans tant de bâtiments vides ! L'État va donc céder, par un bail de trois ans, son bien au Groupe SOS, qui y développera des logements "modulables" et gratuits pour 50 à 100 personnes à la rue, "probablement des jeunes et des femmes". Autour, la coopérative francilienne d'urbanisme Plateau urbain, déjà présente sur le projet des Grands voisins gèrera les espaces intermédiaires - bu-

reaux, etc. - car le lieu est amené à développer sa vie économique propre. Les fameux Yes we camp, eux aussi de l'avenue parisienne, se glisseront dans "les interfaces", se retrouvant aux nettes d'espaces communs, ouverts sur le quartier... Restaurant, bar, concerts, tout est envisagé. La porosité entre les espaces, les occupants, est la ligne directrice du programme. Enfin, une sorte de "task force" de tra-

Des logements, un resto, des espaces ouverts sur le quartier.

vailleurs sociaux accompagnera les résidents, sur place, afin de travailler, durant trois ans, à leur réinsertion complète. "Le lieu, c'est un tremplin vers un logement pérenne", décrit encore, avec un enthousiasme contagieux, Marthe Pommé.

C'est "une autre façon de faire du social", s'emballe d'ailleurs Sabine Bernasconi, maire LR de secteur, qui voit là une façon de "faire du 1^{er} arrondissement le labo de la ville de demain". De fait, alors que l'accueil de structures sociales crisse souvent les riveains, cette initiative semble les convaincre. "C'est merveilleux pour le quartier, ce lieu où les gens vont se croiser, qui va même nous amener des touristes", applaudit Ali Timizar, le président du CIQ Belsunce.

"Cela va avec l'idée de moderniser l'action sociale, approuve encore Pascal Fraichard, au Groupe SOS. On s'adapte aux gens, à leurs besoins, plutôt que l'inverse." "Ce qui va se passer ici, c'est du bon sens à 100%", juge Paul Citron, de Plateau urbain qui appelle à "réver les pieds sur terre". Nicolas Détrie, de Yes we camp, se réjouit que Marseille s'empare enfin de cette autre façon de penser l'action publique, l'espace, le lien : "C'est une terre de possibles !"

Delphine TANGUY

À PARIS

2 000 voisins

Comme dans un village de 3,5 ha dans la ville, ici on dort, on mange, on fait du sport, on écoute des conférences, on nourrit des poules, on va au marché, au cinéma, il y a des concerts, des serres, des bars et cet été, même un camping qui a accueilli des touristes ravis : bienvenue dans la ruche des Grands voisins !

Près de 2 000 personnes vivent et travaillent dans l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, désaffecté en 2011. Ils sont travailleurs étrangers, jeunes migrants, précaires et en insertion, SDF. Largement ouvert au quartier, il est aussi chargé des bobos de ce coin du XIV^e arrondissement de Paris. La mixité ? Ce Graal souvent inaccessible des architectes et aménageurs, ici, fonctionne. Économiquement, c'est même le carton plein : le lieu génère 2 M€ de chiffre d'affaires annuel.

En 2012, l'AP-HP avait confié l'ensemble du site, vendu à la Ville de Paris, à l'association Aurore. Spécialisée dans l'hébergement d'urgence, celle-ci s'était adjoint les compétences de Plateau urbain et de l'équipe de Yes we camp. Pendant trois ans, ensemble, ils ont créé une communauté sociale et solidaire, aujourd'hui louée dans le monde entier.

D.T.A.